

**COMMUNIQUE DE LA FEDERATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ECOLOGIQUE
(FASE), ÎLE-DE-FRANCE, A PROPOS DES ELECTIONS REGIONALES**

La Fédération constate avec regret que les partis du Front de Gauche (Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire) ont refusé les conditions d'une campagne unitaire et dynamique, en prise sur les luttes du mouvement social, à l'occasion des élections régionales de 2010 en Île-de-France comme dans d'autres régions.

Nous avons souhaité la constitution d'un véritable cadre unitaire pour l'élaboration des listes de candidature et du programme. Le Front de Gauche a choisi de rester seul décisionnaire, et de se borner à rendre compte de ses décisions à ses partenaires.

Nous avons souhaité que la campagne puisse être en Île-de-France tirée par une personnalité reconnue de tous les secteurs de la gauche et du mouvement social, le député communiste Patrick Braouezec, qui avait fait des propositions en vue d'une dynamique de convergences des mouvements et des luttes culturelles, écologiques et sociales, unitaires, de la lutte contre les inégalités aux alternatives à faire débattre aux projets de Sarkozy pour le Grand Paris... Le Parti Communiste Français s'y est opposé, et a imposé la candidature d'un homme de son appareil, largement inconnu dans les luttes, Pierre Laurent.

Nous avons souhaité que soit présentée en Seine Saint-Denis, en position d'être élue, une personnalité emblématique de la radicalité et du renouvellement de la vie politique, Clémentine Autain. Le PCF a mis son veto sur cette candidature, même en position inéligible.

Nous avons souhaité que les élus sortants Claire Villiers et Tarek Ben Hiba, tous deux issus du mouvement social, soient placés en tête de leurs listes départementales. Le Parti de Gauche s'y est opposé, exigeant dans ces deux départements que la tête de liste soit confiée à tel ou telle de ses responsables.

Nous avons souhaité qu'une place significative soit faite aux militantes et militants des quartiers populaires, et nous nous étions félicités de la participation aux discussions du Forum Social des Quartiers Populaires. Leurs propositions ont été considérées avec mépris par les partis du Front de Gauche, et leurs demandes sont restées sans réponse. Des « offres individuelles » ont été présentées à deux de ses membres, l'une en position non éligible, et l'autre sous condition du retrait d'un des candidats soutenus par la Fédération. Nous avons également souhaité une place significative pour la sensibilité écologiste en proposant en Val d'Oise un militant, Gilles Monsillon, donnant une visibilité à cette question politique décisive ; là encore, le choix a été fait de privilégier des candidatures d'appareil.

Les seuls candidats proposés par la Fédération dont l'éligibilité a été envisagée par les partis du Front de Gauche sont des élus sortants, élus en 2004 sur la liste constituée entre le PCF et Alternative Citoyenne en Île-de-France, dont trois sont partie prenantes de la Fédération.

Alors qu'en 2004, la liste avait pu être tirée par des militantes et militants significatifs du mouvement social, et obtenir un résultat inespéré, les partis du Front de Gauche ont ainsi préféré en 2010 s'attribuer le monopole de la désignation des candidats, entrouvrant tout au plus « leur » liste à des personnes dont ils se réservaient le choix.

Dans cette conjoncture, la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE) prend acte de ce que les conditions ne sont pas réunies pour la campagne large et dynamique à laquelle elle aurait voulu contribuer.

Elle souhaite que la réélection des candidats présentés par Alternative Citoyenne en Île-de-France sur la liste du Front de Gauche, candidats qu'elle soutient, ne soit pas compromise par les choix de ses partenaires. Elle souhaite aussi l'élection des militantes et militants qui veulent une nouvelle perspective à gauche, dont le candidat des Alternatifs.

Elle contribuera dans la mesure de ses moyens au succès au second tour d'une liste de gauche, excluant toute alliance avec le Modem ou d'autres fractions de la droite, et au développement du mouvement populaire pour imposer tant au niveau régional qu'au niveau national une politique nouvelle, sociale et écologique, centrée sur les intérêts du monde du travail, des quartiers populaires, des exclus et des populations victimes de la relégation et des discriminations.

Le 21 janvier 2010